

Italie: assainissements jumeaux

L'économie italienne a su tirer profit de la croissance mondiale en 2006, contrairement à la précédente phase d'expansion internationale en 2004 passée presque inaperçue outre-Alpes. Avec un taux de croissance de 1,9 % supérieur au rythme potentiel, l'Italie a néanmoins maintenu un différentiel de croissance négatif avec la zone euro (- 0,7 point). Ce dernier découle d'une moindre contribution du commerce extérieur, dévoilant un problème de compétitivité qui n'est pas le simple résultat des chocs symétriques (renchérissement de l'euro) que connaissent tous les autres pays de la zone. La reprise en 2006 s'est pourtant accompagnée du redressement de l'activité industrielle, qui a progressé pour la première fois après cinq ans de recul, et de l'assainissement des comptes publics, après que la notation de la dette souveraine italienne ait été dégradée, pour la deuxième fois. Mais, un environnement international favorable n'est pas suffisant pour une franche accélération de la croissance italienne à l'horizon de la prévision. Elle serait limitée à un rythme de + 1,9 % en 2007 et de + 1,6 % en 2008. L'effort de consolidation budgétaire se prolongerait en 2007 et son terme n'apporterait que peu de soutien à la croissance à la fin 2008. Le retour à la neutralité de la politique monétaire remettrait en question le schéma de croissance fondé sur le dynamisme de l'investissement en logement et sur l'endettement des ménages. Notre prévision ne table cependant pas sur un rééquilibrage net en faveur d'une croissance tirée par les exportations, car, malgré les restructurations dans l'industrie, le retour de la compétitivité n'est pas encore acquis.

2006: aubaines diffuses

En 2006 la reprise s'est diffusée à tous les secteurs et aux principales composantes de la demande agrégée. La contribution de la demande intérieure (+ 1,3 %) à la progression du PIB s'est renforcée, grâce à l'accélération de la consommation des ménages, de l'investissement productif et en logement. Seule la consommation publique est en recul (- 0,3 %), résultat des premiers efforts de consolidation budgétaire du côté des dépenses. La contribution positive du solde extérieur (+ 0,2 %) témoigne d'une dynamique soutenue des exportations alors que la hausse du taux de pénétration induit des importations en croissance rapide. La perte continue de parts de marché montre que l'Italie n'a pas su tirer entièrement parti de la reprise du cycle international. Elle a en revanche profité de la croissance de la zone euro et notamment de la croissance de l'Allemagne, premier marché pour les entreprises italiennes (13,1% des exportations italiennes), notamment dans le secteur des biens d'équipement.

La production industrielle s'est redressée en 2006 (+ 2,4 %) après une longue phase de repli depuis 2001 (- 0,9 % en moyenne par an). La diffusion de la croissance a été graduelle et touche, à la fin de 2006, 60 % des secteurs. Cette reprise est attribuable à un facteur conjoncturel, la demande étrangère pour le secteur producteur de biens d'investissement, et à deux facteurs structurels, la reprise du secteur automobile (+ 7,3 % en 2006 contre - 2,3 % en moyenne depuis 2001) et la stabilisation de la production des secteurs plus traditionnels des biens de consommation (habillement, chaussure et mobilier).

La restructuration du secteur automobile et notamment de FIAT par des efforts d'innovation et de promotion commerciale a pu bénéficier aussi de la reprise de la demande intérieure, qui sera soutenue en 2007 par des aides à la rénovation du parc automobile. L'ajustement dans les secteurs plus traditionnels s'est fait par l'éviction des entreprises à plus faible valeur ajoutée, frappées par la concurrence directe des nouveaux pays industrialisés, par la délocalisation et par la montée en gamme. Ce processus éluciderait le paradoxe de marges à l'exportation en hausse depuis 2003, alors que ce n'est qu'en 2006 que le taux de marge des branches marchandes s'est redressé. Dans l'industrie, la forte hausse du taux de marge a été compatible avec le recul du déflateur de la valeur ajoutée (- 1,4 %), parce que les coûts salariaux unitaires ont reculé (- 2,5 %) sous l'effet du retour de la productivité à des rythmes de progression positifs, malgré une croissance très dynamique de l'emploi mettant fin à sept années de destructions d'emploi industriel.

Les deux moteurs des créations d'emplois du passé, le bâtiment et les services, ont donc passé le témoin à l'industrie. Les régularisations d'immigrés qui s'étaient concentrées dans ces deux secteurs avaient expliqué environ 60 % des créations d'emplois dans l'économie depuis 2003. Cette composante s'est progressivement essoufflée en 2006. Dans la comptabilité nationale, les personnes en emploi irrégulier étaient déjà estimées, alors que l'enquête sur les forces de travail, qui mesure uniquement la population résidente régulière, avait inscrit une augmentation de l'emploi uniquement en 2004 et 2005 lors de l'enregistrement des permis de séjour. Cet artifice comptable avait ainsi influencé à la hausse les statistiques d'emploi des comptes nationaux et renforcé la baisse de la productivité apparente.

Avec la reprise de l'activité industrielle, la croissance de l'emploi continuerait en 2007, bien qu'avec une moindre élasticité à la croissance que dans le passé récent. L'exemption de la base imposable de l'IRAP (Impôt régional sur l'activité de production) des cotisations sociales, équivalente à une baisse de 1,75 point du taux de cotisation, mise en œuvre au cours de l'année 2007, induirait progressivement une substitution du travail au capital. Ce n'est donc pas seulement la logique attendue du cycle de productivité qui ferait que la croissance de la productivité se poursuive à un rythme inférieur à celui connu en 2006. Le ralentissement de la croissance de l'emploi s'accompagnerait d'un affaiblissement du taux de progression de la population active, car l'effet de flexion d'un taux de chômage en baisse (il a atteint dans le Nord le niveau frictionnel de 3,5 % au quatrième trimestre 2006), serait compensé par des retraits anticipés en vue du durcissement des critères de départ en retraite prévu dès 2008.

L'accélération de la masse salariale en 2006 a donc profité de l'accroissement de l'emploi, mais aussi d'une progression plus rapide des salaires (+ 3,2 %). Cette dernière, qui avait en 2005 concerné principalement les secteurs de l'administration publique et du bâtiment, a investi aussi l'industrie. La plus forte contribution à la croissance des salaires a été apportée par la fonction publique, qui a enregistré une hausse de 5 % du salaire négocié (en glissement annuel en fin d'année). Les négociations collectives ont été moins généreuses dans les autres secteurs, mais le salaire effectif a augmenté plus rapidement que le salaire négocié notamment dans l'industrie où des tensions localisées se manifestent (dans le Nord-Est la progression de l'emploi

manufacturier a atteint un rythme de 3,1 % en glissement annuel en fin 2006). En 2007 l'apport du secteur public à la croissance des salaires serait limité par les contraintes inscrites dans la loi de finances pour 2007 alors que la plupart des branches marchandes sont couvertes par les accords négociés en 2006. Le ralentissement du rythme de progression du coût du travail, s'appuyant aussi sur les mesures sur l'IRAP, permettrait de limiter le repli du taux de marge face au ralentissement de la productivité.

2007-2008 : passage de témoin

La véritable source de décélération du revenu disponible des ménages en 2007 viendrait d'une impulsion budgétaire (- 0,2 point) moins négative qu'en 2006, mais pesant essentiellement sur les ménages (- 0,5 point de revenu disponible brut). 0,4 point de PIB de recettes supplémentaires seraient prélevés sur les ménages (hausse de la fiscalité locale, des cotisations retraite et du ticket modérateur pour les dépenses de santé), compensés seulement en partie par une augmentation des allocations familiales (0,1 point de PIB). Seule la baisse du taux d'épargne permettrait en 2007 et en 2008 le maintien d'une consommation aussi dynamique qu'en 2006.

Les entreprises bénéficieraient en revanche de crédits d'impôt pour 0,3 point de PIB. De cet environnement fiscal plus favorable et des signaux positifs des indicateurs conjoncturels (taux d'utilisation des capacités élevé, accélération des crédits aux entreprises non financières, rebond du chiffre d'affaires intérieur en biens d'investissement), nous tirons les éléments pour appuyer notre prévision de maintien d'un rythme soutenu de la FBCF productive (+ 3,6 en 2007 et + 4,2 % en 2008). Bien que nous ne considérons pas achevée la phase de restructuration industrielle, le repositionnement des produits italiens et le ralentissement du rythme de progression des coûts salariaux nous induisent à prévoir une capacité de pénétration accrue des exportations italiennes. La perte de part de marché serait moins marquée que dans la période récente. La contribution extérieure à la croissance serait à peine positive (+ 0,1 % en 2007 et 2008). Les deux freins à la croissance viendraient de la modération de la consommation publique (+ 0,3 % en 2007 et + 0,4 % en 2008) et du ralentissement de la FBCF en bâtiment (+ 2,4 % en 2007 et + 0,9 % en 2008), en ligne avec le durcissement graduel des conditions monétaires.

L'Italie passerait au travers de cette phase de consolidation budgétaire en s'accrochant à la croissance mondiale, mais sa progression serait lestée par l'épuisement graduel de la vitalité du bâtiment. Les signes de l'allumage d'un nouveau moteur dans l'industrie, renforcé par des politiques de l'offre et par des mesures de libéralisation dans les services, sont cependant insuffisants pour justifier, à la fin 2008, le resserrement de l'écart de production négatif cumulé depuis 2001.

Italie : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2006				2007				2008				2005	2006	2007	2008
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
PIB	0,8	0,6	0,3	1,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	1,9	1,9	1,6
Consommation des ménages	0,5	0,4	0,6	0,2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	1,5	1,6	1,6
Consommation publique	-0,3	-0,1	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	1,5	-0,3	0,3	0,4	1,5	-0,3	0,3	0,4
FBCF totale ¹	1,8	0,4	-0,3	1,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	-0,2	2,5	3,0	2,7
Dont																
Productive	2,4	0,7	-1,1	1,4	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	-0,9	2,7	3,6	4,2
Bâtiment	-1,2	1,0	0,2	0,7	2,3	0,1	0,1	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3	0,6	2,2	2,4	0,9
Exportations de biens et services	2,2	1,4	-1,8	4,5	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2	0,0	5,5	5,6	4,7
Importations de biens et services	1,0	0,3	2,2	2,0	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,0	4,5	5,1	4,5
Variations de stocks, en points de PIB	0,2	0,2	1,3	1,3	1,1	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	0,4	0,8	1,0	0,9
Contributions																
Demande intérieure hors stocks	0,6	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	1,3	1,6	1,6
Variations de stocks	-0,2	0,0	1,1	0,0	-0,2	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,4	0,2	-0,1
Commerce extérieur	0,3	0,3	-1,1	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,3	0,2	0,1	0,1
Prix à la consommation (IPCH) ²	2,2	2,3	2,3	2,0	1,8	1,7	1,6	1,6	1,8	1,7	1,8	1,8	2,2	2,2	1,7	1,8
Taux de chômage, au sens du BIT	7,2	6,9	6,8	6,9	6,8	6,5	6,4	6,2	6,2	6,1	5,9	5,9	7,7	7,0	6,5	6,0
Solde courant, en points de PIB													-1,5	-2,4	-1,3	-0,2
Solde public, en points de PIB													-4,1	-4,4	-2,3	-2,1
Impulsion budgétaire													-0,7	-1,2	-0,2	-0,1
PIB zone euro	0,8	1,0	0,5	0,9	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	1,5	2,8	2,6	2,7

1. Les comptes nationaux trimestriels italiens ne permettent pas d'isoler la FBCF publique. La FBCF en logement étant fournie avec un trimestre de retard par rapport aux autres composantes, on présente le total bâtiment. 2. Pour les trimestres, glissement annuel. Pour les années, moyenne annuelle.

Sources : ISTAT, calculs de l'auteur, prévision OFCE avril 2007.